



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DRIRE
DE RL

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le 29 JUIN 2004

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU
☎ 04.91.15.69.26.
JLC/BN
N° 69-2003 A

ARRÊTÉ

autorisant la Société DELTA RECYCLAGE
à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-
triés et de déchets industriels et commerciaux
sur la commune d'ARLES

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement, et notamment le Livre V - Titre 1^{er},

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU la demande d'autorisation présentée par la Société DELTA RECYCLAGE le 6 Mai 2003,

VU les plans de l'établissement et des lieux environnants,

VU l'arrêté ministériel du 10 Septembre 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire de la commune d'ARLES et de FOURQUES du 7 Octobre 2003 au 7 Novembre 2003 inclus,

VU l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 23 Septembre 2003,

.../...

VU l'avis du Conseil Municipal d'ARLES en date des 23 Octobre 2003,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 6 Novembre 2003,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 7 Novembre 2003,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 12 Novembre 2003,

VU l'avis du Service Navigation Rhône-Saône en date du 20 Novembre 2003,

VU les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date des 16 Juin 2003 et 9 Février 2004,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 8 Mars 2004,

x **CONSIDÉRANT** que la Société DELTA RECYCLAGE est autorisée, par arrêtés du 10 Mai 2000 et 13 Mars 2001, a exploiter un centre de tris de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilables aux déchets ménagers, situé Zone Industriale-Portuaire d'Arles-Nord - Quartier du Mas du Moulin - 13200 ARLES,

CONSIDÉRANT que cette société a demandé, le 9 Février 2004, l'autorisation de construire un nouveau bâtiment sur le site et d'étendre son activité,

CONSIDÉRANT que les prescriptions tiennent compte de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau,

CONSIDÉRANT que les prescriptions édictées sont suffisamment précises, réalisables et contrôlables, tant sur le plan technique que sur le plan économique,

CONSIDÉRANT que les prescriptions ne remettent pas en cause le fonctionnement de l'installation,

CONSIDÉRANT que la procédure d'autorisation pour les installations classées pour la protection de l'environnement a été respectée,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'intégrer cette autorisation dans un arrêté global regroupant les prescriptions techniques applicables à l'ensemble du site d'exploitation de DELTA RECYCLAGE,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La Société Anonyme DELTA RECYCLAGE dont le siège social est situé Zone Artisanale - Rue de la Libération - 34130 LANSARGUES, est autorisée à exploiter un site de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux sur la commune d'ARLES dans les conditions fixées ci-après au présent arrêté.

Cette unité est implantée sur un terrain d'environ 42 325 m² de la zone industrialo-portuaire d'Arles-Nord, quartier du Mas du Moulin, sur les parcelles n° 205 et 206 (pour partie) de la section CN du cadastre de la commune d'ARLES, concédées à la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) jusqu'en 2023.

Les activités sont visées aux rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

RUBRIQUE n°	DESIGNATION	CAPACITÉ	RÉGIME
167 A et C	Déchets industriels provenant d'installations classées (<i>installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères</i>) : A) station de transit C) traitement ou incinération		A A
286	Métaux (<i>stockages et activités de récupération de déchets de</i>) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc. : La surface utilisée étant supérieure à 50 m ²	Surface du casier : 225 m ²	A
322	Ordures ménagères et autres résidus urbains (<i>stockage et traitement des</i>) : A) stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	Stockage et traitement des déchets ménagers pré-triés	A
329	Papiers usés ou souillés (<i>dépôts de</i>), la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t	200 tonnes	A
1432	Liquides inflammables (<i>stockage en réservoirs manufacturés de</i>) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	Céq = 2,2 m ³ FOD : 1 m ³ GO : 10 m ³	NC
1434-1	Liquides inflammables (<i>installation de remplissage ou de distribution</i>) Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence	0,6 m ³ /h	NC
1530-2	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (<i>dépôts de</i>) La quantité stockée étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	1 500 m ³ maximum	D
2260-2	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels , la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	75 kW déchiquetage archives	D
2662-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (<i>stockage de</i>) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	2 000 m ³	A

Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation d'avril 2003 élaboré par PROVENCE CONSEIL et des plans annexés, nonobstant les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - NATURE ET VOLUME DES ACTIVITÉS

➤ Bâtiment 1 au Sud du site

CENTRE DE VALORISATION PAPIERS ET CARTONS

- Papiers/cartons : 24 000 t/an.
- Destruction archives : 2 400 t/an.
- Housses plastiques : 600 t/an de PE.

➤ Bâtiment 2

CENTRE DE TRI COLLECTE SELECTIVE

- Capacité évaluée à 12 000 t/an.

➤ Bâtiment 3

CENTRE DE TRI DE D.I.B.

- Déchets commerciaux (gros et moyens volumes) et déchets industriels banals (encombrants) : 24 000 t/an.

ARTICLE 3 - DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

L'installation est constituée des bâtiments et équipements suivants :

➤ 1 bâtiment principal de 3 200 m² comportant :

- un ensemble de tapis de transfert métalliques et/ou caoutchouc pour l'alimentation de la chaîne de tri, de la presse et du compacteur,
- une cabine 15 x 3 m pour le tri des déchets,
- une presse de 7 à 32 t/h pour la mise en balles de papiers, cartons et plastiques,
- une presse de 4 t/h pour la mise en balles des déchets issus de la collecte sélective,
- une presse de petite capacité pour le fer et l'aluminium,
- un compacteur monobloc à poste fixe,
- un cribleur fixe d'une capacité de 100 m³/h,
- un chargeur télescopique et 2 chariots élévateurs au FOD,
- un broyeur d'une capacité de 3 à 5 m³/h pour le bois,
- 168 m² de bureaux et locaux administratifs.

➤ 1 bâtiment de 2 250 m² comportant :

- une aire de déchargement des véhicules,
- un ensemble de tapis de transfert pour l'alimentation de la chaîne de tri,
- une chaîne de tri,
- une presse, un compacteur, trémies et organes divers nécessaires au fonctionnement de la chaîne de tri.

➤ 1 bâtiment de 3 680 m² comportant :

- un ensemble de tapis de transfert métallique et/ou caoutchouc,
- une cabine de 50 m² dans laquelle le tri sur tapis est réalisé manuellement,
- des cases de réception des déchets triés,
- une presse de 10 t/h pour la mise en balle des déchets,
- une grue de 12 t sur pneus, un chargeur télescopique et 2 chariots élévateurs.

- 2 ponts bascules
- 1 zone de manœuvre des camions et engins
- des parkings et des espaces verts
- 1 aire de 25 x 6 m pour le compacteur, l'aire de lavage et l'aire de stockage et de distribution du FOD
- 1 logement de fonction avec gardien.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

4.1 - Conditions générales de l'autorisation

4.1.1 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées pourra demander en tant que de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés restent à la charge de l'exploitant.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers qu'il aura choisi, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'installation. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non sont à la charge de l'exploitant.

4.1.2 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant deux ans, trois ans et cinq ans à la disposition de l'Inspection des Installations Classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient transmises.

4.1.3 - Consignes

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues au présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

4.1.4 - Modifications de l'installation

Exception faite des conséquences pouvant résulter des prescriptions contenues dans le présent arrêté, toute modification des conditions de fonctionnement de l'installation de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

4.2 - Conditions préalables et règles d'aménagement

4.2.1 - Clôture et gardiennage

Afin d'en interdire l'accès, les installations seront clôturées. Toutes les issues seront fermées à clé en dehors des heures d'exploitation.

4.2.2 - Circulation

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement, notamment au moyen de panneaux de signalisation, de marquage au sol et de consignes.

Les accès et aires de circulation seront correctement revêtus, maintenus en permanence en bon état et dégagés de tous obstacles. Les bâtiments et dépôts devront être facilement accessibles par les Services d'Incendie et de Secours et les accès seront aménagés pour éviter des manœuvres aux véhicules de secours. Une voie "engins" sera maintenue libre à la circulation des véhicules incendie autour des bâtiments.

4.2.3 - Bâtiments et installations

4.2.3.1 - Généralités

Les installations, les bâtiments et les locaux seront conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une pollution du milieu naturel ou une aggravation du danger.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents, seront disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations puissent être faites aisément.

4.2.3.2 - Conception et aménagement

Les bâtiments et installations dans lesquels existe un risque d'incendie seront munis d'exutoires de fumées à ouverture commandée, situés en partie haute, d'une surface utile égale au minimum à 1 % de la surface de la toiture à désenfumer. Leurs commandes devront être aisées et facilement accessibles.

Des issues de secours seront prévues en nombre suffisant, pour que le personnel puisse évacuer le bâtiment sans avoir plus de 40 mètres à parcourir et 25 mètres dans les parties formant cul de sac. Ces issues devront pouvoir s'ouvrir dans le sens de la sortie et sur simple poussée. Elles seront balisées par un éclairage de sécurité.

4.2.3.3 - Matériel électrique

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes et réglementations applicables par des personnes compétentes. Elles seront vérifiées tous les ans par un organisme tiers habilité.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

5.1 - Prévention de la pollution des eaux et des sols

5.1.1 - Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation des constructions et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

5.1.2 - Prélèvement et consommation d'eau

L'alimentation en eau de l'établissement est assurée par le réseau communal d'eau potable.

L'utilisation est limitée aux besoins sanitaires, lavage de matériel et lutte contre l'incendie.

L'ouvrage sera équipé d'un clapet anti-retour.

Le relevé des volumes consommés sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

5.1.3 - Eaux vannes

Les eaux usées sanitaires seront rejetées dans le réseau collectif de la zone industrielle.

5.1.4 - Eaux pluviales et eaux d'extinction d'un éventuel incendie

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures, aires non polluables...) pourront être rejetées directement dans le réseau pluvial communal.

Les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront drainées gravitairement vers trois bassins de capacité totale égale à 300 m³ (2 x 60 m³ et 180 m³).

En cas d'incendie, la capacité est augmentée des rétentions de chaque bâtiment :

- bâtiment 1 : 730 m³
- bâtiment 2 : 290 m³
- bâtiment 3 : 210 m³

Les eaux contenues dans les bassins d'orage et de rétention pourront être rejetées après traitement si leurs caractéristiques qualitatives respectent les normes fixées ci-après au point 5.1.6.

Chaque bassin sera équipé d'un débourbeur-déshuileur correctement dimensionné et d'une vanne d'isolement permettant d'interrompre tout rejet ne respectant pas les normes imposées.

Lors d'épisodes orageux, un dispositif permettra de dévier les eaux pluviales collectées et de les rejeter directement quand les bassins sont pleins.

5.1.5 - Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (double enveloppe avec détecteur de fuite), et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

5.1.6 - Normes de rejet

Les effluents pollués issus de l'installation ne pourront être rejetés au milieu naturel qu'après analyses préalables portant sur les paramètres suivants et respectant les valeurs limites indiquées :

Paramètres	Normes d'analyse	Valeurs limites
pH	NFT 90 008	5,5 à 8,5
MeST nd	NFT 90 105	100 mg/l
DCO nd	NFT 90 101	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	NFT 90 114	10 mg/l
Température	/	30°C maxi

5.2 - Prévention de la pollution atmosphérique

5.2.1 - Principes généraux

L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles dans la conception, l'équipement et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source. Il est notamment interdit d'émettre à l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

5.2.2 - Odeurs

Dans le cas où une gêne olfactive apparaîtrait dans l'environnement comme excessive, l'exploitant sera tenu de mettre en œuvre toutes dispositions pour supprimer cette gêne.

5.2.3 – Envols – Poussières

Toutes dispositions seront prises pour éviter l'envol ou la dispersion des produits, emballages, etc.. par la mise en place en tant que de besoin de haies coupe-vent, d'écrans grillages ou autres artifices de protection susceptibles de réduire les envols et ne tout cas de les retenir à l'intérieur de l'établissement.

Concernant l'envol des poussières, les voies de circulation seront revêtues d'un enrobé bitumineux ou équivalent et régulièrement nettoyées.

5.3 - Déchets

Les déchets produits par l'exploitation, autres que ceux réceptionnés et triés seront évacués en vue de leur élimination ou de leur valorisation vers des installations dûment autorisées à les recevoir au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Une déclaration de production de ces déchets sera transmise trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 et de tous textes venant le compléter ou s'y substituer.

5.4 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété sont fixés ci-après :

Période	Jour (7 h 00 à 22 h 00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22 h 00 à 7 h 00) ainsi que les dimanches et jours fériés
Niveau de bruit	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés dans l'établissement devront répondre aux règles en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseur, haut-parleur, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

En application de l'article 5 de l'arrêté du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'exploitant fera réaliser tous les 3 ans une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées. Les mesures seront effectuées selon la méthode définie en annexe à l'arrêté précité, sur 3 points en limite de propriété.

Les résultats des mesures seront transmis à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

6.1 - Gestion générale des déchets

Les déchets réceptionnés, triés en vue d'une valorisation matière ou générés (rebus de tri ou d'activité annexes) par l'établissement, doivent être collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

Toute disposition doit être prise permettant de limiter les quantités de déchets générés, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées et autorisées au titre de la législation sur les Installations Classées.

Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisées conformément aux dispositions du Livre V du Code de l'Environnement ainsi que des textes pris pour son application.

Quelles que soient les destinations des déchets, leur quantité en stock au sein de l'établissement ne doit en aucun cas dépasser la production d'un mois d'activité à allure usuelle des installations.

6.2 - Déchets interdits sur le site

Sont rigoureusement interdits :

- les ordures ménagères, brutes,

- les déchets contaminés,
- tout déchet générateur de nuisances au sens de l'arrêté du 4 Janvier 1985,
- tout déchet présentant l'une au moins des caractéristiques évoquées dans le décret n° 88-1231 du 29 Décembre 1988 à savoir :
 - explosif, explosible,
 - comburant,
 - inflammable (solides ou liquides),
 - substances toxiques ou dangereuses pour l'environnement...
- tout déchet radioactif, fermentescible, non pelletable, pulvérulent et d'une manière générale ne répondant pas à la charte éco-emballage.

6.3 - Aires de réception

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition sous 24 heures vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'Inspection des Installations Classées. Cette consigne est affichée au poste de réception.

Des lieux de stockage transitoire des déchets non admissibles doivent être prévus, clairement identifiés et être compatibles avec la nature des déchets afin de respecter les prescriptions du présent arrêté et plus particulièrement du paragraphe suivant.

6.4 - Stockage de déchets

Le stockage des déchets et des produits triés, transitant dans l'établissement, doit s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs).

En particulier, tout stockage en vrac est interdit en dehors des bâtiments d'exploitation.

Les produits triés doivent être conditionnés de la façon suivante :

- en bennes,
- ou en balles compactées pour les produits valorisables.

Les déchets générés par l'établissement et susceptibles de contenir des produits polluants doivent être stockés à l'abri des intempéries, sur des aires étanches.

6.5 - Elimination des déchets

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique caoutchouc,...) peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Conformément au décret n° 94-609 du 13 Juillet 1994, les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui produisent un volume hebdomadaire de déchets inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

6.6 - Suivi des réceptions, produits et élimination des déchets

L'exploitant tiendra une comptabilité précise des déchets reçus, produits, cédés, stockés ou éliminés.

Chaque entrée fera l'objet d'un bordereau de réception et d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu.

Pour chaque sortie, l'exploitant tiendra à jour un registre daté sur lequel doivent être notées les informations suivantes :

- les quantités de déchets produites, leurs origines, leurs natures, leurs caractéristiques,
- les dates et modalités de leur récupération ou élimination en interne,
- les dates et modalités de cession, leur filière de destination,
- les noms des entreprises et des transporteurs concernés,
- les numéros d'immatriculation des véhicules.

Ces registres doivent être tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

7.1 - Organisation de la sécurité générale

Un règlement général de sécurité établi sous la responsabilité de l'exploitant s'appliquera à tout le personnel de la plate-forme ainsi qu'à toute personne admise à y pénétrer. Il fixera le comportement à observer dans l'enceinte de l'installation en particulier :

- les conditions de circulation,
- les précautions à prendre et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie.

Ce règlement sera remis à toute personne admise à travailler dans l'établissement : décharge écrite en sera donnée.

Des consignes générales de sécurité préciseront :

- les modes opératoires d'exploitation,
- les règles d'utilisation du matériel de protection individuelle ou collective.

Les consignes d'incendie, d'alerte et de secours seront apposées près des téléphones.

Le personnel recevra une formation adaptée à l'activité qu'il exerce et à celles de l'ensemble de l'établissement ainsi qu'une formation à la sécurité. Il en sera de même pour le personnel intérimaire.

7.2 - Risque incendie - Moyens de lutte

Toutes précautions seront prises pour interdire les flammes, étincelles ou points chauds dans l'enceinte de la plate-forme.

Il sera interdit de fumer ; cette interdiction sera affichée en plusieurs points visibles à une distance de 30 m.

L'aire de tri sera débarrassée de toute substance combustible : carburants, graisse, huile, chiffons, papiers.

La défense incendie sera assurée par 3 poteaux conformes à la norme NFS 61213 positionnés au maximum à 100 m pour le premier, 200 m pour le second et 400 m pour le troisième du risque.

Ils devront assurer 240 m³/h durant 2 heures. Une attestation sera demandée au gestionnaire des eaux de la zone et transmise à l'Inspection des Installations Classées.

Des cantons de désenfumage seront aménagés en partie haute des structures entre les retombées de poutres. Leur surface restera inférieure à 1 600 m². Chaque canton disposera d'une commande centralisée située au niveau d'une entrée principale. Les trappes de désenfumage auront une surface au moins égale à 1 % de la surface totale.

Les sorties de secours seront signalées et un système d'alarme incendie mis en place.

Un plan des locaux comportant les moyens de secours sera, pour chaque bâtiment réalisé, tenu à jour et affiché à proximité des entrées principales.

Le personnel sera sensibilisé et formé à la sécurité.

Des moyens mobiles complémentaires seront mis en place en accord avec le Centre de Secours d'Arles. Ils comporteront pour le moins un extincteur pour 200 m². Ces extincteurs seront correctement signalés, facilement accessibles et régulièrement entretenus (une fois par an).

L'accès au centre de traitement sera réglementé. En dehors des heures d'ouverture, son accès sera interdit.

Des consignes générales et spécifiques seront affichées ou remises à tout intéressé entrant dans le centre, concernant l'interdiction de fumer à l'intérieur des locaux et à proximité des aires de stockage.

7.3 - Risques électriques et mécaniques

Les installations électriques et mécaniques, notamment la motorisation seront réalisées suivant les normes et réglementation en vigueur. Elles seront visitées et contrôlées, au minimum une fois par an, par un personnel compétent. Les comptes rendus des visites seront archivés et tenus à la dispositions de l'Inspection des Installations Classées.

Les câblages électriques seront protégés contre les risques de coupures ou d'écrasement, notamment dans les traversées des plans de travail.

Les organes de transmission : câbles, chaînes, poulies, tambours recevront des protections adaptées pour éviter tout accident.

7.4 - Incidents - Accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement. Il établira un rapport circonstancié permettant de dégager les causes et les conséquences de l'incident et il indiquera les dispositions prises pour éviter son renouvellement.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 - -Entretien de l'établissement

L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînement de poussières ou de matières solides. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques ou inconvénients présentés par les produits transitant dans les zones traitées.

En particulier :

- Le lavage des bennes et compacteurs sera réalisé exclusivement sur l'aire prévue à cet effet. Les boues de lavage récupérées après traitement des eaux seront éliminées en tant que déchet dans une installation autorisée à traiter ce type de résidu.
- L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.
- Le nettoyage des sols est réalisé à sec.
- Les éléments qui sont dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.
- Les résidus de nettoyage solides et liquides sont traités dans des installations autorisées à cet effet et gérés conformément aux dispositions de du Titre III du présent arrêté.
- Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches, ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal. Le site est maintenu en état de dératisation permanent. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les matériels, engins de manutention et les équipements électriques sont entretenus selon les instructions du constructeur et contrôlés conformément aux règlements en vigueur. Ils sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

8.2 - Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement tels que filtres à manches, produits absorbants, produits de neutralisation...

8.3 - Textes abrogés

Les dispositions techniques des arrêtés préfectoraux :

- n° 2000-165/108-1999 A du 10 Mai 2000 autorisant la Société DELTA RECYCLAGE à exploiter un centre de tri multimatériaux à Arles,
- n° 2001-64/201-2000 A du 13 Mars 2001 imposant des prescriptions complémentaires à la Société DELTA RECYCLAGE SA concernant le centre de tri multimatériaux de déchets recyclables sis à ARLES,

sont annulées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

8.4 - Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal et entretien) doivent être obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés.

8.5 - Cessation d'activité

L'autorisation cesse de produire effet au cas où les installations ne sont pas exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet des Bouches-du-Rhône, au minimum un mois avant cette cessation et dans les formes définies à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

Il doit, par ailleurs, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement. A cette fin :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées,
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles doivent être si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre...),
- la qualité des sols, sous-sols et bâtiments est vérifiée par une étude spécifique et au besoin ceux-ci doivent être traités.

8.6 - Transfert - Changement d'exploitant

Tout transfert d'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

ARTICLE 9 - AGRÉMENT POUR LA VALORISATION DES DÉCHETS D'EMBALLAGES AU TITRE DU DÉCRET N° 94-609 DU 13 JUILLET 1994

9.1 - Le présent arrêté d'autorisation vaut agrément pour la valorisation des déchets d'emballages au titre du décret n° 94-609 du 13 Juillet 1994.

Dans toute la mesure du possible des déchets triés seront revalorisés dans des filières adaptées telles que :

- réemploi,
- tri, préparation,
- valorisation matière (papiers, plastiques...),
- incinération AVEC récupération énergétique,
- ...

9.2 - Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

9.3 - Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 3. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

9.4 - Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 Juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement),
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination,
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage,
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

9.5 - Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du Préfet, préalablement à sa réalisation.

ARTICLE 10

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

ARTICLE 11

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre 1^{er} du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 12

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par l'article L.514 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre IV du Code de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 13

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes les autorisations administratives prévues par les textes autres que le Code de l'Environnement.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon lisible dans l'établissement.

ARTICLE 14

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire d'ARLES,
- Le Maire de FOURQUES,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Chef du Service Navigation Rhône-Saône,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

29 JUIN 2004

MARSEILLE, le

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Emmanuel BERTHIER